



**Royaume du Maroc**  
**Conseil National des Droits de l'Homme**

*Département Information et Communication*

**المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية**

**LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE**

**08 Mars 2011**

**08 مارس 2011**

07/03/11

AVEC la création du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), c'est une nouvelle page qui s'ouvre dans la gestion de ce dossier sensible, érigé en priorité depuis plus d'une décennie. Même si le CCDH n'avait qu'un rôle consultatif, il avait réalisé plusieurs exploits. On a encore en mémoire les séquences bouleversantes des auditions publiques dont les échos favorables avaient dépassé les frontières du pays. Partout, le Maroc était cité en modèle du genre. Dans le même élan, les recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation ont été des moments forts.

Malheureusement, la mise en œuvre n'a pas suivi le rythme initialement imprimé. Mais que reste-t-il de tout cela? Pas grand-chose! Après la disparition de Driss Benzekri, le CCDH a vécu sur son aura. Le dossier des droits de l'Homme, placé alors au cœur des rouages de l'Etat, a fini par occuper un strapontin.

Du coup, le Conseil s'est installé dans un confortable ronronnement, un service minimum et une gestion quotidienne qui a occulté le stratégique. Résultat: tout le monde perdait pied au point que l'AMDH a fini par occuper le terrain.

Aujourd'hui, il semble que la décision de passer à une vitesse supérieure est prise. Il s'agit de lancer une nouvelle dynamique qui replace les droits de l'Homme au cœur du dispositif. Mais avec une autre génération d'institutions de protection et de promotion des droits de l'Homme qui, visiblement, s'inspire des principes de Paris. Le CNDH est investi de plus de compétences et de pouvoirs, avec des structures régionales ayant quasi les mêmes attributions. Reste le contenu que lui donnera son président, Driss El Yazami. Personne ne met en doute sa crédibilité dans ce domaine. Il jouit d'un respect et d'une aura à l'international. Si tout cela est bien capitalisé, il pourra permettre au Conseil de monter en puissance.

07/03/11

## **Un nouveau souffle pour les droits de l'homme?**

### **Un statut plus costaud pour un conseil indépendant**

#### **Changement de configuration et de dénomination**

#### **Pouvoir d'enquête, d'auto- saisine et d'accès aux prisons**

21 ans après sa naissance, le Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH) change de peau. Il devient désormais le Conseil national des droits de l'homme (CNDH). Un changement de dénomination qui annonce surtout un revirement statutaire. Cette mutation a été en effet officiellement entamé, dès jeudi 3 mars à Marrakech, avec la nomination par le Souverain de Driss Yazami en tant que successeur d'Ahmed Herzenni à la présidence du Conseil et de Mohammed Essabar en tant que nouveau secrétaire général à la place de Mahjoub El Haiba .

La nouvelle formule réduit également le nombre des membres du Conseil: ils passent ainsi de 44 à 30. Ce qui induit logiquement la suppression de 14 sièges et l'éventuelle nomination de nouveaux représentants... Aucun nom ne circule pour l'instant. Une nouvelle configuration donc où le Souverain devra nommer 8 membres. Cela rappelle un peu le modèle du Conseil économique et social.

La loi n° 60-09 le régissant prévoit justement que des experts, plus nombreux, y siègent. Les présidents des deux Chambres parlementaires vont à leur tour «désigner» (ou proposer ?) 8 membres: parlementaires (2), experts (2) et associations professionnelles (4). Et, là aussi, le nouveau dahir portant création du Conseil s'inspire plus où moins de celui créant la Haute autorité de la communication audiovisuelle.

Avec cette différence, le président de la chambre des représentants, Abdelouahed Radi, devra au préalable consulter les groupes parlementaires. «La méthodologie démocratique» voudrait que des élus de l'opposition soient associés.

Les ONG auront par ailleurs le droit de proposer 11 membres. Conseil des Oulémas (2) et l'Amicale Hassania des magistrats (1).

Le mandat des nouveaux membres du CNDH est de 4 ans renouvelable.

Les ministères de la Justice, de l'Intérieur, des Affaires étrangères et des Affaires islamiques ne feront plus partie de l'instance. Cette sortie partielle de l'exécutif est a priori, un gage vers plus d'indépendance. D'autant plus que le Conseil national des droits de l'homme ne sera plus confiné dans son rôle consultatif. Une promotion statutaire confortée également par une capacité juridique et une autonomie financière: ester en justice, signer des contrats, des crédits alloués au budget de l'Etat... L'instance que préside Yazami risque de faire des jaloux mais donner de l'espoir aussi. Le Conseil de la concurrence ne plaide-t-il pas depuis sa résurrection en août 2008 pour plus de pouvoir, notamment d'auto-saisine?

A part l'assemblée, l'organigramme du CCDH compte aussi un bureau exécutif composé de présidents de groupe de travail et de rapporteurs. Il sera renforcé en plus par des représentations régionales qui vont œuvrer, en collaboration avec les associations, à faire le suivi, le contrôle et le traitement des requêtes liées aux violations des droits humains. L'on

devine que cette réforme anticipe sur celle très attendue de la régionalisation. Légalement, le Conseil ne devra pas tenir plus de 4 sessions ordinaires par an. Mais le Souverain, les deux tiers des membres ou le président pourront toujours initier des réunions. Le droit d'accès à des lieux jusque là hermétique dénote d'un certain volontarisme politique. Le CNDH sera habilité ainsi à «effectuer des visites et des contrôles dans les lieux de détention et dans les pénitenciers». Bien avant, l'Observatoire des prisons pouvait pénétrer le monde carcéral. Pour les commissariats, où se font en principe les gardes à vue, c'était une autre affaire. Certes, il y a l'œil «vigilante» du parquet. Mais reconnaître une telle prérogative au Conseil est un tournant. Il va de soit que sans moyens financiers et humains conséquents cet élan risque de s'essouffler. L'instance devra se charger d'une mission de veille juridique et d'harmonisation de notre législation avec le droit international. Travail, reconnaissons-le, qu'effectuait déjà le Conseil du temps notamment de Herzenni. Il y a par ailleurs un prix des droits de l'homme qui devra être lancé par le CNDH. Finalement, le Conseil, créé en 1990, sera amené à «contribuer à l'observation des élections». Rôle qu'il a déjà indirectement joué lors des élections législatives du 7 septembre 2007. N'a-t-il pas en effet accredité des observateurs nationaux et étrangers? Le Collectif associatif pour l'observation des élections a eu droit à 2.825 badges du CCDH. Le Collectif a publié ensuite un rapport préliminaire, sachant qu'il a convenu avec le Conseil de ne pas accéder au bureau de vote. L'amendement du code électoral devra intégrer cette nouvelle donne. Voir instituer carrément une Commission nationale de suivi des élections et où siègerait le CNDH. Si réforme de la constitution il y a, le Conseil devrait monter en grade. Devenir une institution constitutionnelle au même titre que le Conseil économique et social ou la Cour des comptes.

### **Une réforme inattendue**

LES associations de droits humains, les plus représentatives, n'étaient pas au courant de la refonte statutaire du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH). Le nouveau texte ne les a pas marginalisés pour autant: droit de proposer 11 membres. Amina Bouayache, présidente de l'OMDH, estime que le nouveau Conseil est «plus autonome» et conforme aux normes internationales édictés par les Principes de Paris. Ce pas politique est aussi une suite, quoi qu'un peu tardive, aux recommandations de l'Instance équité et réconciliation (IER). Créée en 2003, elle sera dissoute pour fin de mission deux ans après. Le Plan national pour la démocratie et droits humains, rendu en juillet 2010 au gouvernement, allait également vers cette consolidation institutionnelle. L'OMDH compte, au même titre que l'Association marocaine des droits de l'homme, tenir une réunion en vue de se prononcer sur la réforme. Abdelhamid Amine, vice-président de l'AMDH, indique à son tour que l'association «n'a pas été sollicitée» pour une consultation sur le Conseil. Il n'écarte pas que ce pas soit «en partie une réaction» au mouvement du 20 février. Le ministère de la Justice, ayant pourtant un siège dans l'ancienne configuration du Conseil, n'était visiblement pas au courant de ce changement.

07/03/11

## Deux militants à la tête du Conseil

### Driss El Yazami, un président «grand lecteur»

DEUX fauteuils pour un seul président. Driss El Yazami, promu à la tête du Conseil national des droits de l'Homme (voir p. 2) est, jusqu'à nouvel ordre, également président du Conseil de la communauté marocaine de l'étranger. El Yazami, 59 ans, est un touche-à-tout: universitaire, coréalisateur, militant associatif, commissaire d'exposition, rédacteur en chef... Un parcours hétéroclite où sa formation de journaliste à Paris a pesé. L'autre, l'étranger, l'immigré -de France particulièrement- ont rythmé sa vie.




Intellectuellement engagé, El Yazami, natif de Fès, a été toujours «proche du mouvement des droits humains». C'est ainsi que le présente la présidente de l'OMDH, Amina Bouayache. Elle nous déclare être «personnellement confiante». Même témoignage au sujet de Mohammed Essabar, le SG du Conseil. Un proche d'El Yazami parle d'un profil «sans étiquette politique», d'un président «correct et bosseur», d'un homme qui «aime la cuisine marocaine» et surtout d'un «grand lecteur»... Cet «amateur de musique andalouse» a été bien avant 1999 de tous les combats, les débats et les instances de défense des droits de l'Homme. Cet ancien membre de l'Instance équité et réconciliation siègera aussi au CCDH avant de succéder à Ahmed Herzenni... C'est d'ailleurs ce lundi 7 mars à Rabat que la passation de pouvoir aura lieu.

07/03/11

### Mohammed Essabar, un SG engagé jusqu'au bout

EN arabe son nom renvoie à une qualité, «l'endurance», et à une plante, «le cactus». Me Mohammed Essabar, 55 ans, est le nouveau secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme. Essabar, R'bati de naissance, a dû endosser socialement le rôle d'instituteur, d'avocat, de militant pour les droits humains, d'emprisonné pour «atteinte à l'ordre public» après les émeutes de 1981... Son baccalauréat, obtenu en candidature libre, révèle le profil d'un être pour qui le savoir est sacré et l'ambition légitime. D'autant plus que le petit instituteur, un an à peine après son recrutement, troque son tablier pour rejoindre les bancs de la faculté de Rabat. Deux licences en poche: l'une en sociologie, l'autre en droit public après les émeutes de 1981. Puis renoue avec l'enseignement en tant que directeur d'El Imam Ghazali à Salé. Dans une biographie officielle, Maghreb arabe presse parle d'un des étudiants «agitateur et instigateur de grèves».



Le SG du Conseil n'a jamais renié ses positions politiques radicalement à gauche... L'histoire retiendra surtout d'Essabar d'être le président du Forum marocain pour la vérité et la justice. Et qui a insisté pour des excuses officielles aux victimes des années de plomb, refusé de siéger au CCDH pour manque d'autonomie. Ce qui a engendré des divergences intellectuelles avec un ancien camarade, Driss Benzekri. Lequel présidera jusqu'à sa mort l'ex-CCDH.

## صحافة عالمية المغرب عزز مكتسباته الديمقراطية

أكدت صحيفة موريتانية، أول أمس، أن المغرب، تحت القيادة الرشيدة لصاحب الجلالة الملك محمد السادس، قطع شوطاً جديداً في مسار تعزيز مكتسباته الديمقراطية في الوقت الذي تشهد فيه بلدان عربية انتفاضات شعبية. وتحدثت «يومية نواكشوط» المستقلة في مقال مطول تحت عنوان «النهوض بحقوق الإنسان في المغرب تجسيداً لإرادة الملكية»، عن إحداث هيئة عمومية للدفاع والنهوض بحقوق الإنسان تعوض المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان الذي كانت له مهمة استشارية.

وقالت الصحيفة إن إحداث المجلس الوطني لحقوق الإنسان لم يشكل مفاجأة بالنسبة للملاحظين المتتبعين للتطور السياسي والاجتماعي للمملكة، وإنما هو تأكيد على إرادة سياسية لدى جلالة الملك.

وأضافت أن المغرب «يعد أحد البلدان العربية القلائل حيث الحركات الاجتماعية تعبر عن مطالبها بكل هدوء وبحس من المسؤولية، وأنه على الرغم من بعض الانزلاقات التي حدثت في الحسيمة، فإن الإحتجاجات الاجتماعية لشباب 20 فبراير في هذا البلد لم تؤد إلى المواجهات والفوضى الأمنية التي شهدتها بعض البلدان العربية».

وبعدما أبرزت، من جهة أخرى، تأصل قيم التسامح وترسيخ حرية التعبير في عهد صاحب الجلالة الملك محمد السادس، أكدت الصحيفة أن جلالة الملك، الذي يحبه شعبه ويحترمه كثيراً، يقف منذ اعتلاء جلالته عرش سلفه الميامين ضد الرؤية الميكيفيلية لممارسة السلطة.

وأشارت إلى أن «سر الملك الشاب هو أنه يستمع إلى شعبه ومدرك تطلعاته مستبقاً رياح الإحتجاجات التي تندلع وتعصف بقيادة العالم العربي الذين لم يعرفوا كيف يقدرון مطالب واطنيهم بالتغيير وتطلعاتهم إلى مزيد من العدالة الاجتماعية والتنمية».



## لماذا خرج مجلس حقوق الإنسان من رحم الفصل 19

■ الرباط: أخبار اليوم ■

أن كثيرا من المؤسسات تم تنظيمها بظهير ملكي بعيدا عن البرلمان، حيث يلجأ الملك إلى صلاحياته الدستورية في الفصل 19. أما مصادر حقوقية أخرى، فذكرت أنه «لا يجب التركيز الآن على مسألة التشاور، وطريقة إخراج قانون هذه المؤسسة، بقدر ما يجب النظر في مضمون الصلاحيات التي يتمتع بها المجلس». وذهبت هذه المصادر إلى أن المؤسسة الجديدة تتجاوب مع توصية الأمم المتحدة سنة 1985، التي دعت إلى إنشاء مؤسسة وطنية لحقوق الإنسان تعمل، إلى جانب رئيس الدولة، على مراقبة انتهاكات حقوق الإنسان.

● التفاصيل ص 3

انتقدت العديد من المنظمات الحقوقية الطريقة التي تم بها الإعلان عن إنشاء المجلس الوطني لحقوق الإنسان وعدم التشاور معها في هذا الإطار، وعدم إشراك البرلمان في إخراج الظهير المحدث للمجلس الجديد. وحسب عبد الحميد أمين، عن الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، فإن جميع المجالس الرسمية المختصة بحقوق الإنسان، منذ 1989 إلى اليوم، صدرت قوانينها بظواهر وفق الفصل 19 من الدستور دون أي نقاش في البرلمان أو مع المجتمع المدني. هذا، وأشارت مصادر حقوقية أخرى إلى



# جدل حول طريقة تشكيل المجلس الوطني لحقوق الإنسان

■ أخبار اليوم ■

بصلاحيات جديدة في مجال مراقبة وتتبع حقوق الإنسان، حيث أصبح مختصاً في كل القضايا العامة والخاصة المتصلة بحماية حقوق الإنسان وحرية المواطنين، أفرادا وجماعات، ويسهر على رصد ومراقبة وتتبع أوضاع حقوق الإنسان، على الصعيد الوطني والجهوي. ويعطيه القانون الحق في إجراء التحقيقات والتحريات اللازمة بشأنها كلما توفرت لديه معلومات مؤكدة وموثوقة، حول حصول هذه الانتهاكات، مهما كانت طبيعتها ومصدرها.

كما ينجز المجلس تقارير تتضمن خلاصات ونتائج الرصد والتحقيقات والتحريات التي قام بها، ويتولى رفعها إلى الجهة المختصة مشفوعة بتوصياته لمعالجة الانتهاكات المذكورة. كما يعطي القانون للمجلس الحق في تلقي الشكايات المتعلقة بانتهاك حقوق الإنسان، ويدرسها ويعالجها ويصدر توصيات بشأنها إلى الجهات المختصة. ويحق له طلب الاستماع إلى أي شخص قصد استكمال المعلومات حول الشكاية المقدمة إليه. كما يجوز للمجلس أن يطلب من الإدارات والمؤسسات أن تقدم له تقارير خاصة أو بيانات أو معلومات حول الشكايات التي يتولى النظر فيها أو القضايا التي يتصدى لها تلقائياً. كما يتمتع المجلس، حسب القانون، بصلاحيات التدخل الاستباقي والعاجل كلما تعلق الأمر بحالة من حالات التوتر التي قد تفضي إلى انتهاك حق من حقوق الإنسان بصفة فردية أو جماعية، وبذل كل المساعي لمنع وقوع الانتهاك. كما يتمتع المجلس الجديد بالحق في زيارة أماكن الاعتقال والمؤسسات السجنية، لمراقبة أحوال السجناء وطريقة معاملتهم، وكذا مراكز حماية الطفولة، وإعادة الإدماج والمؤسسات الاستشفائية الخاصة بمعالجة الأمراض العقلية والنفسية، وأماكن الاحتفاظ بالأجانب في وضعية غير قانونية. ويعد تقارير حول هذه الزيارات تتضمن توصيات وملاحظات، يرفعها إلى السلطات المختصة. وينص القانون على أنه «يتعين على السلطات العمومية المعنية أن تقدم جميع التسهيلات اللازمة التي من شأنها أن تمكن المجلس من القيام بمهامه في أحسن الظروف».

أثارت الطريقة التي تم بها الإعلان عن إنشاء المجلس الوطني لحقوق الإنسان، خلفا للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، جدلا وسط المنظمات الحقوقية التي انتقدت عدم التشاور معها، وعدم إشراك البرلمان في إخراج الظهير المحدث للمجلس الجديد. وحسب عبد الحميد أمين، من الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، فإن جميع المجالس الرسمية المختصة بحقوق الإنسان، منذ 1989 إلى اليوم، صدرت قوانينها بظواهر وفق الفصل 19 من الدستور دون أي نقاش في البرلمان أو مع المجتمع المدني. وقال: «في الدول الديمقراطية، فإن مثل هذه المؤسسات يتم التشاور بشأنها». لكن أمين استغرب أيضا كون الحقوقيين لم تتم استشارتهم حتى بخصوص التعيينات التي تمت، وخاصة الرئيس والأمين العام. وقال: «اطلعنا كسائر المواطنين عبر وسائل الإعلام الرسمي على هذا التعيين». وبخصوص موقف الجمعية من صلاحيات المجلس الجديد، أكد أن مكتب الجمعية بصدد مناقشة الظهير المحدث للمجلس، واتخاذ موقف منه، رغم إقراره بأن المجلس الجديد يتمتع بصلاحيات أفضل من سابقه. وذكرت مصادر أخرى أن كثيرا من المؤسسات تم تنظيمها بظهير ملكي بعيدا عن البرلمان، حيث يلجأ الملك إلى صلاحياته الدستورية في الفصل 19. أما مصادر حقوقية أخرى، فذكرت أنه «لا يجب التركيز الآن على مسألة التشاور، وطريقة إخراج قانون هذه المؤسسة، بقدر ما يجب النظر في مضمون الصلاحيات التي يتمتع بها المجلس». وذهبت هذه المصادر إلى أن المؤسسة الجديدة تتجاوب مع توصية الأمم المتحدة سنة 1985، التي دعت إلى إنشاء مؤسسة وطنية لحقوق الإنسان تعمل، إلى جانب رئيس الدولة، على مراقبة انتهاكات حقوق الإنسان.

## صلاحيات جديدة في مراقبة الانتهاكات

وبعيدا عن هذا الجدل، أصبح المجلس الجديد يتمتع

## صحيفة موريتانية: أحداث المجلس الوطني لحقوق الإنسان تأكيد على إرادة سياسية لدى جلالة الملك

أكدت صحيفة موريتانية، أول أمس الأحد، أن المغرب، تحت قيادة جلالة الملك محمد السادس، قطع شوطاً جديداً في مسار تعزيز مكتسباته الديمقراطية في الوقت الذي تشهد فيه بلدان عربية انتفاضات شعبية.

وتحدثت «يومية نواكشوط» المستقلة في مقال مطول تحت عنوان «النهوض بحقوق الإنسان في المغرب تجسيد للإرادة الملكية»، عن أحداث هيئة عمومية للدفاع والنهوض بحقوق الإنسان تعوض المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان الذي كانت له مهمة استشارية.

وقالت الصحيفة، إن أحداث المجلس الوطني لحقوق الإنسان لم يشكل مفاجأة بالنسبة للملاحظين المتتبعين للتطور السياسي والاجتماعي للمملكة، وإنما هو تأكيد على إرادة سياسية لدى جلالة الملك.

وأضافت أن المغرب «يعد أحد البلدان العربية القلائل حيث الحركات الاجتماعية تعبر عن مطالبها بكل هدوء وبحس من المسؤولية، وأنه على الرغم من بعض الانزلاقات التي حدثت في الحسيمة، فإن الاحتجاجات الاجتماعية لشباب 20 فبراير في هذا البلد لم تؤد إلى المواجهات والفوضى الأمنية التي شهدتها بعض البلدان العربية».

وبعدما أبرزت، من جهة أخرى، تآصل قيم التسامح وترسيخ حرية التعبير في عهد جلالة الملك محمد السادس، أكدت الصحيفة أن جلالة الملك، الذي يحبه شعبه ويحترمه كثيراً، يقف منذ اعتلاء جلالته عرش أسلافه الميامين «ضد الرؤية الميكيفيلية لممارسة السلطة».

وأشارت إلى أن «سر الملك الشاب هو أنه يستمع إلى شعبه ومدرك لتطلعاته مستبقاً رياح الاحتجاجات التي تندلع وتعصف بقيادة العالم العربي الذين لم يعرفوا كيف يقدرון مطالب مواطنيهم بالتغيير وتطلعاتهم إلى مزيد من العدالة الاجتماعية والتنمية».

عمان 7 /3/ ومع / أشاد السيد محي الدين توك المفوض العام للمركز الوطني لحقوق الإنسان بالأردن, بالصلاحيات الواسعة والاستقلالية التي يتمتع بها المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالمغرب, وهو ما شأنه أن يمكنه من ترسيخ مبادئ حقوق الإنسان ثقافة وممارسة بالمملكة.

وعبر السيد توك, خلال لقاء جمعه اليوم الاثنين مع سفير المغرب بعمان السيد لحسن عبد الخالق, عن استعداد المركز الأردني لتعزيز علاقات التعاون مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالمغرب, في مختلف المجالات المرتبطة بالدفاع عن حقوق الإنسان والنهوض بها.

كما عبر السيد توك, بهذه المناسبة, عن استعداد المركز الأردني لتنسيق المواقف مع المجلس المغربي, في مختلف المحافل العربية والدولية.

يشار إلى أن الظهير المحدث بموجبه المجلس الوطني لحقوق الإنسان, كآلية وطنية للنهوض بحقوق الإنسان والحريات وحمايتها, حرص على تعزيز استقلالية هذه المؤسسة مع تشكيلة تعددية وعقلانية, واختصاصات واسعة, علاوة على تعزيز القدرة والتناسق مع المعايير الدولية في هذا المجال, ولاسيما مبادئ باريس.



## مهمة صعبة لكن غير مستحيلة

■ توفيق بوعشرين ■

توفي المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، وقليلون ربما سيترحمون عليه، فمئذ ميلاده، قبل 21 سنة، ظل المجلس معاقا بسبب طابعه الاستشاري وبسبب أن مهندس الحسن الثاني لم يتصور له من وظيفة سوى تنظيف البيت الداخلي للسلطة وتلميع صورة المغرب في الخارج. الآن ولدت من رحم هذا المجلس هيئة أخرى تدعى المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وقد أنيطت بها مهام جديدة، وأعيد النظر في تركيبتها. إنها رسالة سياسية من قبل القصر إلى المجتمع الحقوقي من أجل طمأنته إلى أن الدولة مازالت مستمرة في نهج حماية حقوق الإنسان. ولجعل الرسالة أكثر قوة ورمزية، جرى استدعاء مناضلين وحقوقيين هما إدريس اليزمي، الذي كان كاتباً عاماً في الفيدرالية الدولية لحقوق الإنسان وساهم إلى جانب إدريس بنزكري، رحمه الله، في إشغال هيئة الإنصاف والمصالحة، والثاني هو محمد الصبار، المعتقل السياسي السابق ورئيس منتدى الحقيقة والإنصاف السابق والمحامي الذي خبر عدة محاكمات سياسية وراقع في الكثير من هذه القضايا...

إن مهمة المجلس الجديد صعبة جدا لكنها غير مستحيلة. لماذا؟ هي صعبة لأن المجلس في نسخته القديمة فقد مصداقيته، خاصة بعد أن حوله أحمد حرزني إلى مجرد «مستوصف» للعناية بالأوضاع الصحية لقدماء المعتقلين السياسيين، ونقابة تدافع عن الحقوق الاجتماعية والاقتصادية، ومتحف يعنى بالذاكرة، وينشغل طول الوقت بعقد اتفاقيات مع الوزارات لإعادة الاعتبار إلى المدن والمناطق التي كانت تضم معتقلات سرية وعلنية جرى إقفالها أو هدمها. كان السيد حرزني يقطع آلاف الكيلومترات لتفقد «متاحف التعذيب والاعتقال» في حين أن مركز تمارة السري الذي ما زال يشتغل كمركز دولي للتعذيب يوجد على بعد كيلومترات قليلة من مكتبه. كان حرزني ينظر إلى طي صفحة الماضي، في حين أن صفحات جديدة تكتب أمام عينه مملوءة بالتعذيب والاختطاف والمحاكمات الظالمة والانتهاكات الجسيمة لحرية الصحافة. أه... الصحافة لها قصص محزنة مع هذا «الخادم للشعب» الذي أصبح محافظا بل ومنغلقا تجاه أي توجه ليبرالي أكثر من المحافظين القدامى حول دائرة السلطة...

هذا المجلس، الذي خرج إلى الوجود تحت مقتضيات الفصل 19، يحتاج إلى شهادة ميلاد جديدة، خاصة أن السقف الحقوقي ارتفع كثيرا مع انطلاق ربيع الديمقراطية العربية. ومن جهة أخرى، فتجديد المجلس وتوسيع صلاحياته ودعوة وجوه حقوقية بارزة لتحمل مسؤولية إدارته، اعتراف ضمني بأن مغرب ما بعد 1999 عرف انتهاكات عديدة لحقوق الإنسان، وأن عمل هيئة الإنصاف والمصالحة التي انكبت على تصفية إرث الماضي (1956 إلى 1999) لم يحل دون حدوث انتهاكات جديدة، وهذا طبيعي جدا، مادامت توصيات تلك الهيئة بقيت حبرا على ورق في أرشيف الدولة. اليزمي والصبار أمامهما مجال كبير للحركة في هذه الظروف السياسية الدقيقة، وعليهما أن يتحليا بالشجاعة المعروفة عنهما، وأن يكونا على استعداد لوضع استقالتيهما إذا واجها مراكز النفوذ الأمني والسياسي القوية اليوم، والتي تناهض حقوق الإنسان بالمغرب، وتتلاعب بالأجهزة الأمنية والقضائية والاستخباراتية وبالمؤسسات الإعلامية من أجل حماية مصالحها، وتثبيت أرجلها في الأرض. إن سياسة «التوافق» و«العمل من الداخل» و«التراكم» التي قبل بها عدد من اليساريين الذين دخلوا إلى مواقع السلطة في الدولة أثبتت محدوديتها، وجعلت «المخزن» يأكل الشوك بغم هذا اليسار الذي فقد جله البوصلة، وصار أسماء وعناوين وشعارات في مهب الريح.

# ألو... نعاماس!

## ادريس اليزمي: بحال الجالية بحال حقوق الإنسان، المهم الخدمة

هو ما سلكتهم، وحننا نقصات علينا تمارة ديال  
التنقل حتى لعندهم. دردشة التلفون متواصلة معا  
مشاهيرنا اللي كنخسرو عليهم هاد الجوج دريال ديال  
ألو في سبيل الله، نعرفو بيها غير شنو واقع عندهم  
بالتحديد. تبعو معانا واللي تقلق ما يضرش راسو معا  
الحيط. راه غير غادي يتفلق.

ودابا خصنا حنا نكملو المسار والمسير ديال المسائل اللي دار.  
■ ولكن شنو العلاقة بين مجلس الجالية فالخارج وبين مجلس حقوق  
الإنسان الجديد؟  
■ بحال بحال، المهم هو المشاركة، الله يخلي غير الصحة والسلامة.  
■ تماما.  
■ بحال يلا ما اقتنعيش؟  
■ شكون أنا؟ لا أنا مقتنع من الأول، غير كنسوك وصافي.  
■ إيوا هاكك.  
■ سؤال أخير، شكون اللي غادي يعوضك فمجلس الجالية؟  
■ هادي فلتات ليا. خليني نسول ورجع سولني من بعد.  
انفقنا؟

غدا نعطيو على نجاة عتابو، حنا هاد القضية ديال بغات تتحدى شاكيراً  
عجاتنا بزاف، خصوصاً معا الفوارق الضمنية اللي كايبة بيناتهم بجوج.  
نشوفو الأطلسية ديالنا باش قادرة تتحدى ديك الكولومبية ديال والو اللي  
سميتها شاكيراً تسناونا.



■ السي ادريس هنيئا التعيين الجديد.  
■ الله يتارك فيك أسيدي، كايين مانقضبو؟  
■ كايين، عندي واحد عمي فباريس عندي شي مشاكل  
معا السفارة تماك؟  
■ لا فهمتيني غلط، أنا مابقيتش رايس الجالية،  
ومللي سولتك زعماً واش كايين مانقضبو مهنيا.  
■ مهنيا؟ واخا أسيدي مهنيا، تقدر تشرح لنا  
تعيينك على رأس المجلس الوطني لحقوق الإنسان.  
■ معلوم نقدر.  
■ إيوا شرح.  
■ واخا، غير بالشوية، مالك كندفع؟ حنا أسيدي فهاد  
المجلس الجديد اللي عوض المجلس الاستشاري بغينا نستاجبو  
لبعض الطالب ديال حركة عشرين فبراير وبغينا نحركو العجلة  
الحقوقية من جديد فالبلاد بعدما توقفات قليلا فالأيام الأخيرة.  
■ ممتاز، هي حرزني مابقاش داير خدمتو ميزان؟  
■ لا ماشي هاكك، السي أحمد دار نصيبو ديال الخدمة

دردشة التيليفون